



# JEUNESSE D'EDMOND MAIRE

**E**dmond Maire, qui vient de mourir à l'âge de 86 ans, est, avec Benoît Frachon et Georges Séguay, à la CGT, André Bergeron et Marc Blondel, à Force ouvrière, et Eugène Descamps dans sa propre maison, la CFDT, l'une des plus fortes personnalités du syndicalisme français depuis la Libération. Mais, tandis qu'à la CGT et à FO le temps semble s'être arrêté aux années 50, la CFDT a été, jusqu'à une date récente, une organisation en mouvement perpétuel, qu'à tout moment, comme dans un rodéo, il s'agit de dompter.

Edmond Maire est aussi, aux côtés de Michel Rocard, et même un pas en avant de lui, la figure de proue de ce qu'Hervé Hamon et Patrick Rotman ont appelé, dans un livre destiné à faire date, la « deuxième gauche » (Ramsay, 1962). Se souvient-on que ce livre, dont le titre a fini par désigner une des sensibilités du Parti socialiste, est tout entier consacré à la CFDT et non au PS ? Pas de doute à ce sujet : la deuxième gauche, dans sa nature profonde, est une invention de la CFDT, pour laquelle Edmond Maire a joué, d'un bout à l'autre de sa carrière, un rôle majeur.

**Au départ, il y a le congrès déconfessionnalisation de 1964, qui voit la majorité de la Confédération française des travailleurs chrétiens (CFTC) renoncer à sa référence religieuse** afin de s'ouvrir à tous les travailleurs, sans aucune distinction. Cet acte fondateur est le résultat d'un long mouvement à la fois intellectuel et militant, impulsé par le **groupe Reconstruction, fondé par Paul Vignaux**, et dans lequel on voit débarquer, en 1957, un jeune chat maigre et écorché, issu de la Fédération de la chimie, Edmond Maire, qui restera fidèle aux idées développées alors jusqu'à la fin de son existence. Le but de la démarche était simple dans son principe : donner aux salariés français, coincés entre une CGT inféodée au communisme stalinien, et Force ouvrière, encastrée dans l'anticommunisme de ses origines, la centrale libre et novatrice dont ils avaient besoin. Il faudra attendre le printemps 2017 pour constater la réussite de ce pari, quand la CFDT est devenue, au détriment de la CGT, la première confédération ouvrière dans le secteur privé. Cette longue marche, Edmond Maire a pu en voir tout à la fin l'aboutissement symbolique. « *Nous sommes en marche* » : se souvient-on qu'avant de devenir le slogan puis le nom du mouvement macronien l'expression avait été l'une des favorites de Mai 68 ?

Edmond Maire est devenu secrétaire général de la CFDT en 1971, succédant à Eugène Descamps, qui avait occupé le poste pendant dix ans, depuis 1961. Entre-temps, il y avait eu la déconfessionnalisation, dont j'ai parlé, et les « événements » de mai 1968.

Il est difficile, s'agissant de deux hommes qui poursuivaient au fond les mêmes objectifs, avec la même conviction, d'imaginer deux tempéraments aussi dissemblables. Descamps et Maire, c'était l'eau et le feu, ou plutôt le feu et l'eau. Descamps était un métallo chrétien ; Maire, un chimiste agnostique. Le premier, silhouette massive, voix chaude et prenante, sensibilité frémissante, était par excellence le meneur de masses et l'orateur de congrès. Il incarnait à lui seul toutes les sensibilités de l'organisation. Le second, silhouette alors effilée, voix brève et volontiers coupante, sensibilité contenue, raisonnements implacables, était beaucoup plus clivant, comme on dit aujourd'hui. Le chimiste était toujours en analyse ; le métallo, toujours en fusion. Le premier avait ses origines dans la démocratie chrétienne ; le second avait choisi d'emblée la social-démocratie. Le premier incarnait l'unité d'action avec la CGT ; le second s'interrogeait sur les aboutissements de cette action commune.

**Car le grand problème du syndicalisme de l'époque - mais n'est-ce pas le cas à toute époque ? - était celui des relations avec la politique, et notamment avec les partis de gauche.** Pour équilibrer l'axe CGT-Parti communiste, ne fallait-il pas concevoir un axe CFDT-Parti socialiste ? Telle était la position

## NE FALLAIT-IL PAS ÉQUILIBRER L'AXE CGT- PARTI COMMUNISTE EN CONCEVANT UN AXE CFDT-PARTI SOCIALISTE ?

de Michel Rocard au PSU ; c'était aussi celle d'Edmond Maire à la CFDT. Pour ma part - puisque j'étais alors directement mêlé à ce débat -, je défendais la position inverse ; mes recherches historiques m'ayant convaincu de l'impossibilité quasi structurelle pour un parti politique d'accepter un partage égalitaire des responsabilités

avec une organisation syndicale. Telle était la position autonomiste que je défendais avec mes amis du SGEN, de l'Union régionale parisienne et des Pays de Loire (Gilbert Declercq et Jean Monnier).

Ce furent les événements qui se chargèrent de trancher ce débat. Le mouvement de 1968, puis l'élection de François Mitterrand en 1981 démontrèrent qu'une « stratégie commune » aux partis et aux syndicats était impossible, à cause de l'impérialisme naturel des premiers, et que si unité d'action il devait y avoir, c'était d'abord entre les syndicats qu'il fallait la rechercher.

Ce qu'avec son intelligence tactique supérieure Edmond Maire comprit et ne tarda pas à mettre en pratique. Le « **recentrage** » sur l'action strictement syndicale, décidé au congrès de Brest (1979) sur rapport de Jacques Moreau, n'était pas, ou pas

seulement, le passage d'une ambition potentiellement révolutionnaire tous azimuts à une pratique purement réformiste : c'était d'abord la reconnaissance de l'impossibilité théorique d'une stratégie commune aux partis et aux syndicats. Dès lors, la transformation sociale devait se poursuivre avec d'autres moyens, centrés sur l'entreprise et le terrain, et la négociation devait renoncer à prendre pour interlocuteurs privilégiés les gouvernements de gauche, pour être poursuivie avec les pouvoirs publics, quelle que fût leur couleur politique. Le recentrage syndical de la CFDT s'explique d'abord par le refus des partis de gauche de constituer un puissant mouvement de l'ensemble des forces démocratiques. Voyez aujourd'hui encore combien difficilement, chargées d'arrière-pensées et empreintes de désir de domination sur l'autre, se déroulent les relations entre Jean-Luc Mélenchon et la CGT. On a peine à croire, dans ces conditions, que l'intérêt supérieur des travailleurs soit le motif unique, voire principal de l'agitation.

C'est pourquoi le passage de la radicalité au réformisme ne me paraît pas la bonne clé afin de comprendre le comportement d'un homme de la qualité d'Edmond Maire. Pour un homme public responsable, la radicalité est moins affaire de penchant personnel que de circonstances extérieures. A quoi bon être révolutionnaire quand celles-ci ne le sont pas ? Inversement, comment rester inerte quand celles-ci exigent une action vigoureuse ? Tout cela devait être dit pour comprendre ce qui suit : la nature de l'ambition intellectuelle d'Edmond Maire.

**Soulignons d'abord ce que l'on omet si souvent quand on cherche à juger un homme public :** en l'occurrence, son haut degré de moralité personnelle. Edmond Maire a pu avoir des passions, celle de convaincre, celle de réussir. Mais on ne lui a jamais connu aucune espèce d'ambition personnelle. Aucun ego ! Sa popularité, quand elle a existé, l'agaçait profondément. La simplicité de sa vie, le souci de coûter le moins possible à son organisation, en un mot son désintéressement, en faisaient, y compris dans le syndicalisme qui n'est pas le lieu privilégié de déploiement des ambitions, un homme exceptionnel.

Plus rare encore : on ne l'a jamais vu traiter les individus en fonction de leur rang social, voire de leur importance dans sa propre organisation : il était aussi attentif aux affaires des plus modestes qu'à celles des importants : j'ai toujours pensé que c'était là un critère décisif de l'esprit démocratique.

Cela l'autorisait, car c'était un homme fier et un tempérament rebelle, à parler et agir avec une indépendance d'esprit totale. Un jour que je l'accompagnais, avec Jacques Chérèque et Albert Détraz, je crois, à un rendez-vous auprès du premier secrétaire du Parti socialiste, François Mitterrand, celui-ci, selon une habitude invétérée, se fit attendre une bonne demi-heure. A peine fut-il arrivé qu'Edmond Maire prit d'emblée la parole : « Monsieur le premier secrétaire, nous vous attendons depuis une demi-heure. S'il ne s'agissait que de notre temps personnel, je n'en ferais même pas mention. Mais nous représentons ici une organisation de travailleurs qui mérite le respect. On ne fait pas attendre les représentants d'un million de travailleurs. Je suis sûr, conclut-il avec un sourire, qu'un tel incident ne se reproduira pas. »

C'est la seule fois de ma vie où j'ai pu voir François Mitterrand embarrassé, interloqué même, et balbutiant des excuses...

## ON NE LUI A JAMAIS CONNU AUCUNE ESPÈCE D'AMBITION PERSONNELLE. AUCUN EGO !

*réparer les pots cassés et de couvrir sa retraite chaque fois qu'il le faut... »* Et de fait, compter parmi ses lieutenants n'était pas toujours une partie de plaisir ; les plus fidèles en savent quelque chose. Quand, en 1975, il prit feu et flamme pour les comités de soldats, il partit sabre au clair : je suis leur chef, il faut bien qu'ils me suivent... Passionné de cartes, il pratiquait le bridge avec la mentalité d'un joueur de poker.

**Le plus original d'Edmond Maire, la partie de son œuvre qui lui survivra, c'est la vision ample et généreuse qu'il se faisait du syndicalisme.** Sa première tâche, bien sûr, était de défendre les intérêts des adhérents. Il n'y manquait pas. Mais il attendait d'eux la même chose que des militants eux-mêmes : la conversion à une conception plus large, moins corporative, de l'action revendicative, tendant sans cesse à une transformation globale de la société. Dans le fameux triptyque que la CFDT avait adopté sur la lancée de Mai 68, « appropriation collective des moyens de production, planification démocratique, autogestion », c'est à ce dernier terme qu'il était le plus attaché, parce que c'est de la prise en compte de leur destin par les travailleurs eux-mêmes qu'il attendait une régénération sociale élargie. Au point d'être accusé par ses détracteurs, tel Gilbert Declercq, de mettre la charrue devant les bœufs.

**Et surtout, Maire avait compris que le syndicalisme était, sous peine de mort, condamné à évoluer.** Il n'a cessé de plaider pour élargir la place des femmes. C'est à lui que l'on doit la désignation de Nicole Notat à la tête de l'organisation, la place faite aux immigrés, aux chômeurs, et d'une façon générale, aux laissés-pour-compte. Il était convaincu que la vision marxiste classique, qui limite l'action syndicale à la récupération de la plus-value dérobée par le patronat, ne signifiait plus grand-chose dans le monde d'aujourd'hui. Lors de la dernière discussion que j'ai eue avec lui au printemps dernier, il regrettait que la CFDT, dont il approuvait résolument l'action, ait en partie abandonné l'apport d'une culture historique approfondie, telle qu'elle avait été mise en œuvre dans les grandes années de la revue *Reconstruction*. Il avait ce jour-là approuvé le mot d'ordre de refondation du syndicalisme que je lui avais proposé. Il restait plus que jamais partisan de l'action conjugée du travail manuel et du travail intellectuel : dans la grande tradition de Pelloutier, de Monatte et de tous ceux qui, comme disait Péguy, avaient fait « notre jeunesse ». ■

Ne nous y trompons pas : Edmond Maire était le contraire d'un enfant de chœur. Dans le détail de l'action, il se conduisait en dirigeant rusé, à la limite parfois du cynisme, quitte à placer ses fidèles dans les situations les plus difficiles. J'entends encore malgré Jacques Chérèque : « Edmond part bille en tête ; à nous de